

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20220404-lmc1166793-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mercredi 6 avril 2022  
Date d'affichage : 06/04/2022

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 4 AVRIL 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 22/216</b>		
<b>21SERV19 - PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DES TERRITOIRES DE L'EST DE LA METROPOLE TPM - DECISION MODIFICATIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

**ABSENTS :**

M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.



## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/216

**BUREAU DU 4 AVRIL 2022**

**O B J E T : 21SERV19 - PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES  
INSTALLATIONS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DES  
TERRITOIRES DE L'EST DE LA METROPOLE TPM -  
DECISION MODIFICATIVE - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 25/01/2022,

**VU** la délibération du Bureau Métropolitain n°22/104 du 21 février 2022 autorisant Monsieur le Président à signer l'accord-cadre à bons de commande avec le groupement CITELUM / INEO sise (83210) LA FARLEDE, pour un montant estimatif de 492 495.60 € HT (DPGF 199 289 € HT + DENC 293 206.60 € HT), étant précisé que pour la période initiale du marché :

Minimum 200 000 € HT ; Maximum 900 000 € HT

**CONSIDERANT** la cession de la branche complète et autonome de l'activité française de CITELUM SA à la société CITELUM FRANCE à effet du 31 décembre 2021, suivie d'un reclassement du capital social de CITELUM FRANCE au sein du groupe EDF,

**CONSIDERANT** que le Conseil d'Etat s'était prononcé le 8/06/2000 dans un avis consultatif et avait déduit qu'en cours d'exécution :

- ✓ l'autorisation de cession ne pouvait être légalement refusée pour un autre motif que ceux qui résultent de décisions du Conseil d'Etat statuant au contentieux et qu'au nombre de ces motifs figure l'appréciation des garanties professionnelles et financières que peut présenter le nouveau titulaire du contrat,
- ✓ un apport partiel d'actifs emporte transfert du contrat dans la mesure où le marché public transféré ne fait pas l'objet d'une modification substantielle et l'opération n'a pas à donner lieu à nouvelle mise en concurrence mais à autorisation préalable de la personne publique contractante,

**CONSIDERANT** que dans une question écrite au sénat, n°12375 (publié au Jo Sénat du 4 mars 2010), sur la faculté de céder un marché public sans remise en concurrence en cas de restructuration d'un groupe, il avait été confirmé que la cession d'un marché au regard de la Jurisprudence du Conseil d'Etat et communautaire pouvait être admise dès lors qu'elle ne s'accompagne d'aucune modification substantielle du marché, que la personne publique y consente et que cet accord est précédé d'une appréciation des garanties professionnelles et financières du repreneur,

**CONSIDERANT** donc par analogie, que la substitution de cocontractant est possible après l'attribution et avant la signature du marché, sous réserve que la nouvelle société présente les capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

**CONSIDERANT** que cette restructuration, interne au groupe EDF, a occasionné le transfert de moyens, de personnel et des contrats de CITELUM SA à CITELUM France,

**CONSIDERANT** que le nouveau groupement présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

**CONSIDERANT** que le nouveau groupement ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

**CONSIDERANT** qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ANNULER** et **REEMPLACER** par la présente la décision n°22/104 du 21 février 2022.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'accord-cadre à bons de commande avec le groupement CITELUM FRANCE / INEO pour un montant estimatif de 492 495.60 € HT (DPGF 199 289 € HT + DENC 293 206.60 € HT), étant précisé que pour la période Initiale du marché :

✓ Minimum 200 000 € HT ; Maximum 900 000 € HT.

### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, conclu à compter de la date de notification du contrat. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2022 (et suivants), sur les opérations des antennes concernées par l'utilisation de cet accord-cadre.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 4 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR 14  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0



